



SOMMAIRE

Page

Point 31 de l'ordre du jour :

Projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme (*suite*)

Article 6 du projet de pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (*suite*)..... 157

Président: M. Hermod LANNUNG (Danemark).

POINT 31 DE L'ORDRE DU JOUR

Projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme (E/2573 [annexes I, II et III], A/2907 et Add.1 et 2, A/2910 et Add.1 à 6, A/3077, A/C.3/L.460, A/3149, A/C.3/L.528, A/C.3/L.530, A/C.3/L.532 à 539) [suite]

ARTICLE 6 DU PROJET DE PACTE RELATIF AUX DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS (E/2573, ANNEXE I, A) [*suite*]

1. M. SAARIO (Finlande) déclare que sa délégation aurait été prête à voter pour l'article 6 du projet de pacte (E/2573, annexe I, A) sous sa forme actuelle; cependant, quelques-uns des amendements, notamment l'amendement 1, a, de l'Afghanistan (A/C.3/L.530) et l'amendement grec (A/C.3/L.536), améliorent sans aucun doute le texte original. M. Saario n'élève aucune objection particulière contre l'amendement colombien (A/C.3/L.535), mais il estime que le texte initial contenait déjà des garanties suffisantes contre le travail forcé. La délégation finlandaise ne peut appuyer l'amendement du Royaume-Uni (A/C.3/L.534). Le paragraphe 2 de l'article 6 n'est pas, comme l'article 2, une clause générale relative à la mise en œuvre; il énonce un programme d'action précis et, par conséquent, ne doit pas être supprimé. Le texte original du paragraphe 2 est préférable à celui qui propose l'amendement italien (A/C.3/L.539), et, s'il était maintenu dans sa forme actuelle, l'amendement polonais au paragraphe 1 (A/C.3/L.532, point 1) serait inutile. L'amendement 2, a, de l'Afghanistan (A/C.3/L.530) n'est pas non plus nécessaire; l'amendement 2, b, aurait pour effet de rendre le sens du texte original trop vague. M. Saario n'est pas opposé en principe à la proposition guatémaltienne (A/C.3/L.537), mais il estime que le paragraphe 2 sous sa forme actuelle exprime déjà la même idée.

2. Mlle BRUUN (Danemark) fait observer que, lorsqu'on a affaire à un texte aussi soigneusement rédigé que l'est celui du projet de pacte, il convient de proposer un nombre minimum d'amendements. Cependant, elle appuie l'amendement grec (A/C.3/L.536) qui éclaire le sens du paragraphe 1. Elle approuve l'esprit de l'amendement guatémaltien au paragraphe 2 (A/C.3/L.537); la formation professionnelle est une question très importante, surtout pour les jeunes, et elle

devrait être mentionnée dans le projet de pacte, soit à l'article 6, soit dans un autre article.

3. M. WOLF (Autriche) dit que les débats de la séance précédente ont clairement montré que de nombreuses délégations considèrent que l'amendement italien (A/C.3/L.539) n'est pas à sa place dans l'article 6. Il demande si le représentant italien consentirait à le retirer.

4. M. MACCHIA (Italie) répond que la discussion qui a eu lieu à la séance précédente a aussi montré que, si de nombreuses délégations estiment que l'amendement ne devrait pas figurer à l'article 6, le principe qu'il renferme a, en revanche, trouvé un très grand appui. Il retirera donc son amendement, mais soumettra une proposition analogue en liaison avec un autre article.

5. Mme QUAN (Guatemala) fait observer que l'amendement guatémaltien (A/C.3/L.537) est de la plus haute importance; en effet, la formation professionnelle est une condition nécessaire à l'exercice du droit au travail. Par manque de formation professionnelle, des individus qui, s'ils en avaient bénéficié, pourraient être des travailleurs, ne trouvent pas à s'employer et deviennent une charge pour la société. L'article 6 comporte deux parties distinctes: le paragraphe 1 énonce le droit de chacun au travail et à la liberté de choix du travail; le paragraphe 2 énumère des mesures précises touchant la mise en œuvre de ce droit. La formation professionnelle devrait sans aucun doute figurer au nombre de ces mesures; et, comme l'a suggéré le représentant du Chili à la 710^e séance, l'amendement relatif à cette question serait plus à sa place à l'article 6 qu'à l'article 7, car celui-ci a trait aux conditions de travail. Mme Quan a rédigé son amendement en termes généraux. Il ne créerait donc pas pour les États l'obligation d'instituer tels ou tels établissements spéciaux d'enseignement professionnel.

6. Mme KOWALIKOWA (Pologne) fait observer que, même si le paragraphe 2 était retenu, l'amendement de la Pologne (A/C.3/L.532, point 1) ne serait pas superflu comme l'ont affirmé certains représentants; au contraire, il constitue un lien logique entre le paragraphe 1 et le paragraphe 2. Mme Kowalikowa ne croit pas, contrairement à certaines délégations, que l'article 2 contienne toutes les dispositions de mise en œuvre nécessaires; en fait, cet article est davantage une expression de bonne volonté de la part des gouvernements, concernant l'application des projets de pactes, qu'un engagement exprès de les mettre en œuvre.

7. M. NESTOR (Roumanie) appuie les amendements afghans (A/C.3/L.530) et l'amendement grec (A/C.3/L.536), qui éclairent le texte. L'amendement polonais (A/C.3/L.532, point 1) l'améliore aussi en soulignant l'importance des mesures de mise en œuvre et en assurant une transition entre le paragraphe 1 et le paragraphe 2. M. Nestor ne peut appuyer l'amendement du Royaume-Uni (A/C.3/L.534). A la différence du représentant de ce pays, il ne pense pas que l'article 6 ne devrait pas contenir de disposition relative à

la mise en œuvre; il pense au contraire que le paragraphe 2 est particulièrement approprié. Il appuie l'amendement espagnol (A/C.3/L.533), qui rend le sens du paragraphe 1 parfaitement clair et empêche qu'on n'invoque ce paragraphe pour justifier le travail forcé, le parasitisme ou l'oisiveté. Afin d'éviter toute discussion inutile, on pourrait accepter l'amendement colombien (A/C.3/L.535) et l'amendement guatémalien (A/C.3/L.537), vu qu'ils ne modifient guère le sens du texte.

8. Mme ELLIOT (Royaume-Uni) déclare que sa délégation peut accepter l'amendement 1, *a*, de l'Afghanistan (A/C.3/L.530), mais non l'amendement polonais (A/C.3/L.532, point 1), qui fait double emploi avec les dispositions générales qui figurent dans la deuxième partie du projet de pacte; il n'est pas souhaitable de traiter deux fois la même question en termes différents, comme ce serait le cas si l'on adoptait l'amendement polonais. La représentante du Royaume-Uni n'a aucune objection contre l'amendement espagnol (A/C.3/L.533), car l'expression "si elle le désire" exprime la même idée que l'expression "librement accepté". Elle ne peut accepter l'amendement colombien (A/C.3/L.535) qu'elle juge trop peu réaliste: la liberté de choix du travail pour tous est une proposition plus idéale que pratique. Mme Elliot préfère le texte original à l'amendement grec (A/C.3/L.536). La fin du paragraphe 1 sous sa forme actuelle donne une interprétation du droit au travail; s'il était amendé dans le sens proposé par la Grèce, il ne ferait plus que mentionner l'un des éléments de ce droit. Si l'amendement grec était adopté, on pourrait interpréter le paragraphe comme imposant aux États l'obligation de subventionner des travaux qui n'auraient pas la moindre valeur pour la collectivité. Naturellement, toute obligation de cette sorte est absolument inacceptable. L'amendement guatémalien (A/C.3/L.537) est superflu, du fait que la question de la formation professionnelle est traitée au paragraphe 2, *b*, de l'article 14.

9. L'amendement du Royaume-Uni (A/C.3/L.534) s'étant heurté à une vive opposition, Mme Elliot le retire. Sa délégation a soumis cet amendement en accord avec la politique de son gouvernement à l'Organisation internationale du Travail et ailleurs, car elle estime que ce n'est pas par l'énoncé de principes simples que l'on peut définir les questions de mise en œuvre et que les mesures de mise en œuvre ne devraient pas être spécifiées en détail dans chaque cas. Cependant, sa délégation est naturellement d'avis que tous les gouvernements devront prendre des mesures pour assurer la mise en œuvre de toutes les dispositions des pactes.

10. M. CHENG (Chine) déclare que sous sa forme actuelle l'article 6 constitue un tout logique et cohérent. Il expose le fondement philosophique du droit au travail; il affirme ce droit, qui implique celui d'obtenir la possibilité de gagner sa vie, de choisir une occupation et d'accepter ou de refuser l'emploi offert, et il fait aux États l'obligation d'assurer le plein emploi. Si tous les amendements proposés étaient acceptés, cette structure logique serait détruite. Le fondement philosophique du droit disparaîtrait; le droit au travail serait assimilé à la possibilité de gagner sa vie et le principe de la liberté du choix du travail s'en trouverait obscurci. En outre, le droit de chacun d'être employé serait mis au même rang que le droit au travail; mais il s'agit là d'un concept très vague qui soulève de nombreux problèmes d'interprétation. On n'indique pas, en particulier, si un pays qui met en œuvre des programmes de travail forcé ou de secours organisés afin de procurer du travail aux chômeurs

peut être considéré comme assurant des conditions de plein emploi. Si l'amendement 2, *a*, de l'Afghanistan (A/C.3/L.530) était adopté, la portée de l'article serait telle qu'elle s'étendrait non seulement aux aspects économiques du développement, mais également aux aspects sociaux et culturels; aux termes de l'amendement guatémalien (A/C.3/L.537), l'orientation et la formation techniques et professionnelles figureraient au nombre des mesures de mise en œuvre. Il se pourrait bien que l'article qui résultera du vote des amendements se révèle inacceptable aux partisans du projet de pacte. M. Cheng votera donc contre tous les amendements proposés.

11. M. SINGH (Inde) déclare que la délégation de l'Inde a laissé la parole à celles qui n'avaient pas encore eu l'occasion d'exprimer leurs vues, étant donné que l'Inde est membre de la Commission des droits de l'homme et que, par conséquent, sa position a déjà été exposée. Elle votera en faveur de tous les amendements qui renforcent ou précisent le texte et contre ceux qui peuvent l'affaiblir. Elle appuie les amendements de l'Afghanistan (A/C.3/L.530). L'amendement de la Pologne (A/C.3/L.532, point 1) est superflu; le paragraphe 2 comporte, en effet, des mesures appropriées pour la sauvegarde du droit au travail. Le représentant de l'Inde n'a aucune objection contre l'amendement de l'Espagne (A/C.3/L.533). Celui de la Colombie (A/C.3/L.535) améliore le libellé du paragraphe 1, mais la délégation de l'Inde estime qu'il vaut mieux ne pas remplacer des paragraphes entiers; c'est pourquoi elle préfère à cet amendement le texte original, modifié par l'amendement 1, *a*, de l'Afghanistan (A/C.3/L.530) et par l'amendement de la Grèce (A/C.3/L.536). M. Singh apprécie les raisons qui ont incité la délégation du Guatemala à présenter son amendement (A/C.3/L.537), mais il ne peut appuyer ce texte; il serait vain d'essayer de faire figurer une énumération complète de mesures dans le paragraphe 2. La délégation de l'Inde est heureuse du retrait de l'amendement de l'Italie (A/C.3/L.539), qui était d'un caractère négatif. Les gouvernements doivent s'efforcer de prendre des mesures positives et non pas seulement d'écarter les obstacles.

12. M. MIGONE (Argentine) estime que si la rédaction de certains amendements laisse à désirer, quelques-uns contribuent cependant à préciser le sens de l'article considéré; il votera en faveur de ces amendements, bien qu'il n'ait aucune objection à l'égard du texte original. Son gouvernement reconnaît tous les principes énoncés dans les projets de pactes; ces principes figurent dans la Constitution de l'Argentine et ont été mis en vigueur par le Code du travail et par d'autres moyens.

13. M. TOWNSEND EZCURRA (Pérou) considère que le texte de l'article 6 devrait être rédigé de manière à exprimer clairement le principe qu'il veut énoncer; toutefois, il n'en serait pas ainsi si tous les amendements étaient adoptés. Le représentant du Pérou appuie l'amendement 1, *a*, de l'Afghanistan (A/C.3/L.530). Il reconnaît la valeur de l'amendement du Guatemala (A/C.3/L.537), mais il estime qu'il devrait figurer à l'article 7. Il appuie l'amendement de la Grèce (A/C.3/L.536). L'amendement de l'Espagne (A/C.3/L.533) est acceptable; les mots "si elle le désire" ne sont pas strictement nécessaires.

14. M. JARAMILLO ARRUBLA (Colombie), en réponse à des questions posées par les représentants de l'Australie et du Royaume-Uni, explique que les mots "choisi" et "accepté", qui figurent dans son amendement (A/C.3/L.535), ont trait à deux notions diffé-

rentes. Le premier s'applique au droit de choisir un métier ou une profession; le second au droit d'accepter ou de refuser une offre d'emploi.

15. Le PRESIDENT considère que l'amendement de la Colombie (A/C.3/L.535) doit être mis aux voix en premier lieu, étant donné qu'il propose le remplacement de l'ensemble du paragraphe 1 du texte original par une nouvelle rédaction.

16. M. MASSOUD-ANSARI (Iran) et M. PONCE (Equateur) rappellent que le représentant de la Colombie a signalé, à une séance précédente (710ème séance), qu'il était disposé à retirer son amendement, à l'exception des mots "choisi ou".

17. M. PAZHWAK (Afghanistan) estime que les amendements doivent être mis aux voix dans l'ordre selon lequel ils ont été présentés.

18. Le PRESIDENT indique que si le représentant de la Colombie désire maintenir son amendement dans sa rédaction originale, la Commission gagnerait probablement du temps en votant d'abord sur cet amendement, étant donné que, s'il est adopté, il ne sera pas nécessaire de voter sur les amendements au paragraphe 1 présentés par l'Afghanistan (A/C.3/L.530, amendement 1, a), par la Grèce (A/C.3/L.536) et par l'Espagne (A/C.3/L.533).

19. M. JARAMILLO ARRUBLA (Colombie) déclare qu'il maintient son amendement dans sa rédaction originale.

20. M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) propose de suspendre la séance afin de permettre aux auteurs des amendements de se mettre d'accord sur l'ordre dans lequel les amendements doivent être mis aux voix.

La séance est suspendue à 16 h. 20; elle est reprise à 16 h. 40.

21. Le PRESIDENT annonce que les auteurs des amendements sont convenus que la Commission voterait d'abord sur les amendements au paragraphe 1, en prenant en premier lieu l'amendement 1, a, de l'Afghanistan (A/C.3/L.530), puis les amendements présentés par la Grèce (A/C.3/L.536), l'Espagne (A/C.3/L.533), la Colombie (A/C.3/L.535) et la Pologne (A/C.3/L.532, point 1); la Commission votera ensuite sur les amendements au paragraphe 2, en commençant par les amendements 2, a, et 2, b, de l'Afghanistan (A/C.3/L.530) et en passant ensuite à celui du Guatemala (A/C.3/L.537).

22. M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) fait observer que la mise aux voix de l'amendement de la Colombie (A/C.3/L.535) dépendra du résultat des votes sur les autres amendements.

23. Le PRESIDENT déclare qu'il sera tenu compte de cette considération.

Par 50 voix contre 2, avec 14 abstentions, l'amendement 1, a, de l'Afghanistan est adopté.

Par 42 voix contre 10, avec 13 abstentions, l'amendement de la Grèce (A/C.3/L.536) est adopté.

Par 40 voix contre 8, avec 16 abstentions, l'amendement de l'Espagne (A/C.3/L.533) est adopté.

24. M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques), soulevant une question de procédure, demande sous quelle forme l'amendement de la Colombie (A/C.3/L.535) sera mis aux voix.

25. M. DIAZ CASANUEVA (Chili), prenant la parole pour une question d'ordre, dit que le mot "fonda-

mental" que le représentant de la Colombie a accepté, à la 711ème séance, d'ajouter à son amendement (A/C.3/L.535) n'est pas satisfaisant. Tous les droits énumérés dans les projets de pactes sont fondamentaux et, si cet adjectif est retenu dans l'article 6, il devra être ajouté dans tous les articles. Le représentant du Chili demande au représentant de la Colombie de retirer ce mot; sinon, il demandera qu'il fasse l'objet d'un vote séparé.

26. M. JARAMILLO ARRUBLA (Colombie) fait observer que le mot "fondamental" a déjà été adopté avec l'amendement de la Grèce (A/C.3/L.536); l'amendement de la Colombie (A/C.3/L.535) se limite donc aux mots "choisi ou".

27. Après un bref échange de vues, le PRESIDENT met aux voix l'amendement de la Colombie (A/C.3/L.535), qui consiste en les mots "choisi ou".

Par 39 voix contre 6, avec 19 abstentions, l'amendement est adopté.

Par 22 voix contre 20, avec 20 abstentions, l'amendement de la Pologne (A/C.3/L.532, point 1) est adopté.

28. M. BRENA (Uruguay) appelle l'attention des membres de la Commission sur le fait que le texte espagnol du paragraphe 1, ainsi modifié, n'est pas satisfaisant.

29. Après un échange de vues auquel prennent part M. RIVAS (Venezuela), M. PAZHWAK (Afghanistan), M. JARAMILLO ARRUBLA (Colombie) et M. TOWNSEND EZCURRA (Pérou), le PRESIDENT propose que les délégations de langue espagnole intéressées se mettent en rapport avec les services compétents du Secrétariat en vue de rédiger un texte plus satisfaisant.

30. Sur la proposition de M. MUFTI (Syrie), le PRESIDENT propose de remplacer, dans le paragraphe 1, les mots "au Pacte" par les mots "au présent Pacte", afin de mettre ce paragraphe en harmonie avec les autres articles.

Il en est ainsi décidé.

31. Prenant la parole pour une motion d'ordre, M. DIAZ CASANUEVA (Chili) dit que, pour les raisons qu'il a déjà exposées, ce serait une erreur capitale de laisser subsister le mot "fondamental" au paragraphe 1. Conformément à l'article 124 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, il demande donc la remise en discussion de ce mot.

Par 50 voix contre 4, avec 11 abstentions, la motion présentée en faveur d'un nouvel examen est adoptée.

Par 46 voix contre 8, avec 12 abstentions, la Commission décide de supprimer le mot "fondamental" au paragraphe 1 de l'article 6, modifié dans le sens indiqué plus haut.

Par 56 voix contre zéro, avec 10 abstentions, l'ensemble du paragraphe 1, ainsi modifié, est adopté.

32. Le PRESIDENT invite les membres de la Commission à voter sur les amendements relatifs au paragraphe 2.

33. M. PAZHWAK (Afghanistan) retire son amendement 2, b (A/C.3/L.530).

Par 18 voix contre 14, avec 30 abstentions, l'amendement du Guatemala (A/C.3/L.537) est adopté.

Par 40 voix contre 9, avec 16 abstentions, l'amendement 2, a, de l'Afghanistan (A/C.3/L.530) est adopté.

34. A la demande de M. ROY (Haïti), le PRESIDENT demande un vote séparé sur le mot "fonda-

tales" qui figure au paragraphe 2 après les mots "libertés politiques et économiques".

Par 25 voix contre 7, avec 34 abstentions, il est décidé de conserver le mot "fondamentales".

Par 49 voix contre zéro, avec 17 abstentions, l'ensemble du paragraphe 2, modifié dans le sens indiqué, est adopté.

35. Le PRÉSIDENT invite les membres de la Commission à voter sur l'ensemble de l'article 6, modifié dans le sens indiqué.

36. M. CHENG (Chine) dit que l'article a subi tant de modifications qu'il lui serait impossible, pour sa part, de voter sur ce texte sans l'étudier d'abord de façon approfondie. Il demande donc que le Secrétariat distribue le texte intégral de l'article modifié et que le vote sur l'ensemble de cet article ait lieu, sans nouveau débat, à la séance suivante.

37. Après un bref échange de vues au cours duquel M. BAROODY (Arabie Saoudite), M. MUFTI (Syrie), M. BRENA (Uruguay) et M. PAZHWAK (Afghanistan) se déclarent opposés à l'ajournement du vote, le PRÉSIDENT décide de mettre aux voix l'article 6 immédiatement.

A la demande du représentant de l'Égypte, il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par le Paraguay, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Roumanie, Arabie Saoudite, Espagne, Soudan, Suède, Syrie, Thaïlande, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan, Albanie, Argentine, Autriche, Brésil, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cambodge, Ceylan, Chili, Colombie, Tchécoslovaquie, Danemark, République Dominicaine, Équateur, Égypte, Finlande, Grèce, Guatemala, Haïti, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Israël, Mexique, Maroc, Népal, Norvège, Pakistan.

S'abstiennent: Tunisie, Turquie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, États-Unis d'Amérique, Australie, Belgique, Canada, Costa-Rica, Cuba, Éthiopie, France, Irlande, Italie, Libéria, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande.

Ne participe pas au vote: la Chine.

Par 48 voix contre zéro, avec 17 abstentions, l'ensemble de l'article 6, modifié dans le sens indiqué, est adopté.

38. M. NASH (États-Unis d'Amérique) dit que les États-Unis n'ont pas l'intention de signer ou de ratifier les pactes, mais qu'ils attachent un grand intérêt à ce que le respect des libertés fondamentales soit encouragé par l'éducation et par d'autres mesures. La délégation des États-Unis ne se propose pas de jouer un rôle important dans la discussion des projets de pactes en général et elle s'abstiendra lors de la plupart des votes, comme elle l'a fait pour l'article 6. Cependant, elle prendra part aux débats sur les questions de politique générale de nature à influencer, par-delà les pactes eux-mêmes, sur les travaux et les activités de l'Organisation des Nations Unies. Elle marquera son opposition, en particulier, à toutes les mesures qui tendraient à intensifier la pratique de la censure; elle demandera que la propriété et l'entreprise privées soient reconnues comme il convient; elle participera à la discussion des diverses mesures de mise en œuvre qui pourraient donner lieu à des doubles emplois dans les travaux des organismes internationaux existants, et elle continuera à s'intéresser de près aux clauses de procédure concernant les réserves et l'adhésion aux pactes.

39. M. MUFTI (Syrie) demande au Président, en vue d'accélérer les travaux de la Commission, de fixer une date limite pour la présentation des amendements concernant l'article 7.

40. Le PRÉSIDENT répond qu'il le fera après que l'examen de cet article aura commencé. En attendant, il invite les délégations à présenter leurs amendements aussi rapidement que possible.

La séance est levée à 18 h. 5